



Le pro-sionisme et lâ??antisÃ©mitisme sont insÃ©parables et lâ??ont toujours Ã©tÃ©

Description

Joseph Massad â?? Lundi 10 juin 2019

Pour le gouvernement israÃ©lien et les nationalistes blancs pro-sionistes du monde entier, le pro-sionisme est une forme respectable dâ??antisÃ©mitisme.

Au cours des derniÃ¨res annÃ©es, face au succÃ¨s grandissant de la campagne Boycott, dÃ©investissement, sanctions (BDS), des voix pro-israÃ©liennes ont exprimÃ© de vives inquiÃ©tudes quant aux motifs Â« antisÃ©mites Â» de tous les mouvements sâ??opposant au colonialisme, au racisme dâ??Ã?tat et Ã lâ??occupation militaire israÃ©liens.

Ces accusateurs pro-israÃ©liens disent vouloir rectifier les faits, affirmant que lâ??antisÃ©mitisme nâ??est plus une idÃ©ologie de droite, mais quâ??il est devenu une idÃ©ologie endÃ©mique Ã gauche.

Il ne sâ??agit pas dâ??une stratÃ©gie nouvelle, mais dâ??un ancien programme israÃ©lien commanditÃ© par lâ??Ã?tat qui vise Ã attaquer les Palestiniens et Ã diffamer les critiques dâ??IsraÃ©l au sein de la gauche amÃ©ricaine et europÃ©enne. Ces dÃ©tracteurs ont commencÃ© Ã se manifester aprÃ¨s 1967.

RÃ©primer les Palestiniens

Au cours des deux dÃ©cennies qui se sont Ã©coulÃ©es entre lâ??Ã©tablissement de la colonie de peuplement israÃ©lienne et ses invasions de la Syrie, de la Jordanie et de lâ??Ã©gypte en 1967, la gauche blanche amÃ©ricaine et europÃ©enne Ã©tait enchantÃ©e par le pays, le dÃ©fendant en toute circonstance contre les revendications des Palestiniens autochtones dont il avait usurpÃ© les terres et les moyens de subsistance, les expulsant et les opprimant.

Toutefois, aprÃ¨s les invasions de 1967, lâ??essor des mouvements de dÃ©fense des droits civils et de libÃ©ration aux Ã?tats-Unis ainsi que les soulÃ¨vements dâ??Ã©tudiants en France et ailleurs ont impulsÃ© un changement dans la situation. Une fraction minoritaire de la gauche blanche aux Ã?tats-Unis et en Europe occidentale a commencÃ© Ã exprimer des critiques envers IsraÃ©l, alarmant les dirigeants israÃ©liens et les cercles pro-sionistes dans ces pays.

L'identification par Abba Eban des politiques coloniales et racistes israéliennes à la tradition juive faisait partie intégrante des efforts déployés par le sionisme pour impliquer l'ensemble des juifs dans les actions et les idées d'Israël

Si le gouvernement israélien a plus récemment consacré des normes ressources financières à de telles critiques – notamment 72 millions de dollars pour lutter contre le BDS –, sa réponse en 1972 était moins radicale, bien que non moins efficace. Lors d'une conférence annuelle en Israël parrainée par le Congrès juif américain, le ministre israélien des Affaires étrangères de l'époque, Abba Eban, exposa la nouvelle stratégie : « Qu'on ne s'y trompe pas : la nouvelle gauche est l'auteur et le gâcheur du nouvel antisémitisme [à ?] Le distinguo entre antisémitisme et antisionisme n'est pas un distinguo du tout. L'antisionisme n'est, en effet, rien d'autre que le nouvel antisémitisme. » Alors que les critiques des « gentils » étaient ainsi considérées comme antisémites, celles des juifs (Eban évoqua les deux critiques juifs américains Noam Chomsky et Isador Feinstein Stone) furent considérées comme l'émulation d'un complexe de « culpabilité liée à la survie des juifs ». Leurs valeurs et leur idéologie – savoir l'anticolonialisme et l'antiracisme – étaient, selon lui, « en conflit avec notre propre monde de valeurs juives ».

L'identification par Abba Eban des politiques coloniales et racistes israéliennes à la tradition juive faisait partie intégrante des efforts déployés par le sionisme pour impliquer l'ensemble des juifs dans les actions et les idées d'Israël.

Une ancienne alliance

La stratégie consistant à assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme vise en fait à dissimuler et détourner l'attention du vieil antisémitisme, lui trahissant, qui a toujours été un allié du mouvement sioniste. Cette alliance, qui remonte aux années 1890, continue à ce jour.

Dans son pamphlet de 1896, *L'État des juifs*, le fondateur du sionisme, Theodor Herzl, expliqua que le projet sioniste partageait avec les antisémites le désir de vider l'Europe de ses juifs afin de les envoyer dans un territoire colonial en dehors de l'Europe.

Une citation est passée à la postérité : « Les gouvernements de tous les pays frappés par l'antisémitisme auront envie de nous aider à obtenir la souveraineté que nous voulons ». Selon Herzl, « non seulement les juifs pauvres » contribueraient à un fonds d'immigration pour les juifs européens, mais aussi « les chrétiens désireux de se débarrasser d'eux ». Il ajouta dans un de ses journaux intimes : « Les antisémites deviendront nos amis les plus fiables, les pays antisémites nos alliés. »

Lorsqu'une vague d'antisémitisme frappa la Grande-Bretagne au début du XXe siècle au sujet de l'accueil de réfugiés juifs fuyant les pogroms en Russie, c'est Herzl qui conseilla aux responsables britanniques antisémites de soutenir le colonialisme de peuplement sioniste en Palestine, argumentant que cela leur éviterait d'accueillir des réfugiés juifs en Grande-Bretagne.

L'Allié britannique de Herzl   l    poque était l  ancien secrétaire d    tat aux Colonies, Joseph Chamberlain, qui croyait que l  argent    juif    aiderait l  imp  rialisme britannique si la Grande-Bretagne soutenait le projet sioniste.

Lorsque le Premier ministre britannique Arthur Balfour introduisit   la Chambre des communes, en 1905, un projet de loi sur les étrangers visant   interdire l  immigration juive d  Europe de l  Est, il souhaitait sauver le pays des émaux indéniables   de l  immigration juive.

Comme Chamberlain, Balfour avait en tête une autre destination coloniale pour les immigrants juifs. Mais ce qui importe ici n  est pas que Balfour ait d  abord été antisémite avant de devenir pro-juif lorsqu  il publia la déclaration qui porte son nom en 1917, mais plutôt que ses vues pro-sionistes furent mobilisées par son antisémitisme.

L  amalgame de Churchill

Les sionistes affirment que Winston Churchill est un autre héros du  peuple juif  . Pourtant, l  antis  mitisme de Churchill était tout aussi légendaire. Il identifia le communisme comme une conspiration juive visant   conquérir le monde et était favorable au sionisme, qui offrait une solution coloniale au  probl  me juif   capable selon lui de nuire au communisme.

On pourrait soutenir que, mis   part les déclarations idéologiques et l  opportunisme de Herzl, les premiers sionistes étaient faibles et désespérés et durent malheureusement s  allier avec le diable pour réaliser leur projet, ce qui les rendit particulièrement enclins   pardonner l  antis  mitisme de leurs alliés.

Mais ce serait une chose difficile   argumenter, non seulement parce que les dirigeants israéliens d  aujourd  hui et leurs alliés pro-sionistes en Europe et aux  tats-Unis continuent de célébrer des personnalités telles que Chamberlain, Balfour et Churchill, mais aussi   et surtout   parce que les dirigeants israéliens,   l  instar des leaders sionistes antérieurs   l    tat, ont systématiquement noué des alliances avec des antisémites et des colons blancs depuis la création d  Isra  l en 1948.

Qui plus est, les dirigeants du pays, comme les sionistes pr    tatiques, continuent d  ignorer l  antis  mitisme lorsque celui-ci émane de forces pro-sionistes, ou du moins de forces qui ne sont pas antisionistes. Le silence israélien, par exemple, sur l  antis  mitisme maccarthyste dans les années 1950 aux  tats-Unis, qui visait   la fois les juifs en tant que communistes et les communistes en tant que juifs   d  une manière qui ressemble d  ailleurs beaucoup   l  amalgame de Churchill   en est un exemple.

Le mouvement sioniste choisit d  appeler son état colonial  Isra  l  , le nom que la Torah attribua   Jacob, un état dans lequel les enfants d  Isra  l deviennent le  peuple juif  . Ce choix n    tait pas arbitraire. En nommant son état de cette manière, le mouvement sioniste a fait un amalgame entre son projet colonial et l  ensemble des juifs, alors même que la majorité des juifs du monde ne le soutenait pas et continue aujourd  hui de refuser de vivre en Israël.

Poursuivre l  h  ritage de Herzl

Si le sionisme devient un synonyme de judaïsme et de juifs, et si Israël est le peuple juif   et pas seulement  son   état présumé  , alors tous les pro-sionistes devraient être, par la force des choses, non antisémites. En effet, si l  antis  mitisme classique est un racisme   l    gard des juifs de la diaspora, le mouvement sioniste n  a pas   s  inqui  ter dans la mesure où son but déclaré était, et est toujours,

de mettre fin à la diaspora juive.

C'est pourquoi les antisémites, s'ils sont pro-sionistes, sont considérés par Israël et ses partisans comme pro-juifs. Quant à ceux qui s'opposent au sionisme et qui critiquent l'État d'Israël, tout en s'opposant également à l'antisémitisme classique qui vise les juifs de la diaspora, ils sont décrits comme de véritables « antisémites ».

Non seulement les dirigeants israéliens n'ont pas critiqué les groupes suprémacistes blancs européens et américains avec lesquels leur pays s'est allié, mais ils ont également continué d'ignorer leur antisémitisme

Ce qui est absent, de manière inquiétante, dans les récentes approbations officielles par les États-Unis, l'Europe et le Royaume-Uni de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme voulu par le gouvernement israélien, c'est la mention de l'antisémitisme endémique des milieux pro-israéliens avant et après 1967.

La préoccupation d'Eban concernant le « nouvel antisémitisme », comme on pourrait s'y attendre, n'a jamais été exprimée vis-à-vis des antisémites pro-israéliens et pro-sionistes.

Israël a également soutenu le dictateur paraguayen Alfredo Stroessner, qui orchestra des campagnes antisémites contre les juifs paraguayens qui s'opposaient à lui, mais qui en parallèle soutenait Israël, lequel lui fournissait des armes.

En outre, Israël s'allia aux dirigeants du coup d'État argentin à la fin des années 1970 et dans les années 1980 et leur fournit une aide militaire, alors que ceux-ci s'en prenaient à des dissidents juifs qu'ils ont fait disparaître, torturer et tuer.

Un « assaut verbal »

Telle était également la position du gouvernement israélien vis-à-vis des évangéliques américains. Jerry Falwell, fondateur de la Moral Majority, une organisation chrétienne fondamentaliste de droite qui allait devenir le plus puissant partisan d'Israël parmi la droite chrétienne, identifia l'antichrist comme étant un juif. Pourtant, quand il est décédé en 2007, les dirigeants israéliens et les chefs d'organisations juives américaines pro-israéliennes saluèrent son soutien à Israël, « malgré » certains « différends » qu'ils avaient eus avec lui.

Si en 1972, deux intellectuels juifs critiquant Israël étaient un motif de préoccupation pour Abba Eban, en 2007, l'inquiétude des pro-sionistes ne pouvait que croître devant le nombre beaucoup plus grand de critiques d'Israël parmi les juifs américains.

Cette année-là, David Harris, directeur exécutif du Comité juif américain, a publié un essai dans lequel il déclare : « Le trait peut-être le plus surprenant et le plus troublant de cette nouvelle tendance est la participation très publique de certains juifs à l'assaut verbal contre le sionisme et l'État juif. »

Il ajoute que ceux qui s'opposent au droit d'Israël à exister, à « qu'ils soient juifs ou gentils, doivent être confrontés ».

Dans un passé plus récent, non seulement les dirigeants israéliens n'ont pas critiqué les groupes suprémacistes blancs de droite européens et américains avec lesquels leur pays est allié, mais ils ont également continué d'ignorer leur antisémitisme. Celui-ci, comme on pouvait s'y attendre, est pardonné en raison du soutien de ces groupes à Israël et au sionisme.

L'histoire est remplacée récemment avec le soutien d'Israël aux antisémites ukrainiens, hongrois et polonais, et même aux antisémites allemands et autrichiens. Ce soutien a joué un rôle important dans le cadre des récentes pressions israéliennes pour criminaliser les critiques anti-israéliennes au sein de l'Union européenne et aux États-Unis.

Armer les milices néonazies

Ceci a commencé en 2016 avec l'adoption par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) d'une définition de travail de l'antisémitisme incluant parmi les manifestations de ce phénomène le ciblage de l'État d'Israël, connu comme une collectivité juive.

En décembre dernier, lorsque l'Union européenne a adopté une déclaration sur l'antisémitisme invitant notamment les États membres à approuver la définition de l'IHRA, c'est le gouvernement autrichien de droite, composé de membres d'un parti néo-nazi, qui avait fait pression en sa faveur.

En Hongrie, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est allé jusqu'à réprimander l'ambassadeur israélien à Budapest pour une déclaration exprimant une inquiétude face au racisme anti-juif de Viktor Orbán. Sur ordre de Netanyahu, le ministre des Affaires étrangères israélien a retiré sa déclaration.

En Ukraine, Israël arme les milices néo-nazies, en particulier le bataillon Azov. Le dirigeant d'Azov, Andriy Biletsky, a déclaré en 2014 que « la mission historique de notre nation [à] consiste à mener les races blanches du monde entier dans une croisade finale pour leur survie. Une croisade contre les untermenschen [peuples inférieurs ou sous-humains] dirigés par les sémites ».

En Allemagne, le parti Alternative for Germany (AFD), une organisation d'extrême droite qui a remporté près de 100 sièges aux élections législatives allemandes de septembre dernier et dont les opposants soutiennent qu'elle promeut des idéologies néonazies, a alarmé la communauté juive du pays.

Or, Alternative for Germany soutient également Israël : sa vice-présidente Beatrix von Storch, petite-fille du dernier ministre des Finances de Hitler, a déclaré au Jerusalem Report qu'« Israël pourrait être un modèle pour l'Allemagne » en tant que pays qui « s'efforce de préserver sa culture et ses traditions uniques ».

Cela fait écho à la déclaration du démagogue américain néo-nazi Richard Spencer, qui a un jour qualifié sa mission de « sorte de sionisme blanc ». Israël, a-t-il ajouté, est « l'ethno-État le plus important et peut-être le plus révolutionnaire, un pays vers lequel je me tourne pour me guider ». Israël et ses dirigeants n'ont pas répondu à ses déclarations.

Attaques de synagogue

Lorsque le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré à des juifs américains lors d'une fête de Hanoucca à la Maison Blanche en décembre 2018 que son vice-président avait une grande affection pour « [leur] pays », Israël n'a pas mis d'objection de même qu'il n'a pas non plus désapprouvé lorsque Trump a déclaré à un groupe de juifs américains il y a quelques semaines que Netanyahu était « [leur] Premier ministre ».

Le soutien à Israël de groupes supracistes blancs américains va de pair avec leur propagande antisémite, que ce soit lors de leurs rassemblements à Charlottesville en 2017 ou en octobre dernier à Pittsburgh, lorsqu'un supraciste blanc a massacré onze fidèles juifs dans une synagogue, ou encore le mois dernier à San Diego, une autre attaque contre une synagogue qui a fait un mort et plusieurs blessés.

Le soutien à Israël de groupes supracistes blancs américains va de pair avec leur propagande antisémite

L'antisémitisme pro-sioniste de droite continue de menacer des vies juives aux États-Unis comme en Europe. Alors que des progressistes européens et américains, qu'ils soient juifs, chrétiens, musulmans, des personnes de toutes confessions, se sont ralliés à des mouvements antisionistes opposés aux politiques racistes et colonialistes israéliennes, tout en s'engageant dans la lutte contre l'antisémitisme, des juifs et non juifs pro-israéliens font eux partie de mouvements pro-sionistes dont l'antisémitisme menace l'existence même des juifs américains et européens.

Il est grand temps que les organisations juives européennes et américaines pro-sionistes publient des rapports spacieux sur l'antisémitisme pro-sioniste, de la même manière qu'elles continuent de le faire lorsqu'elles ciblent des antisionistes. L'antisémitisme et l'antisionisme ne sont pas la même chose, comme Abba Eban, le gouvernement israélien et ses partisans voudraient nous le faire croire. En fait, ce sont l'antisémitisme, le pro-sionisme, le racisme et le pro-colonialisme qui sont des compagnons inséparables.

Célébrer les crimes de guerre

En effet, pour le gouvernement israélien et les nationalistes blancs pro-sionistes du monde entier, le pro-sionisme est une forme respectable d'antisémitisme aujourd'hui à un antisémitisme salué comme une aubaine pour l'État d'Israël.

Quand les pro-sionistes célèbrent les invasions et les crimes de guerre israéliens en tant que réalisation juive, Israël et ses partisans les encouragent ; mais quand les antisionistes attaquent les crimes et les invasions israéliens en tant que crimes du gouvernement israélien, et certainement pas en tant que crimes du peuple juif, Israël et ses partisans pro-sionistes les traitent d'antisémites.

Israël se définit comme un « État juif » et insiste sur le fait que le vol de la patrie du peuple palestinien, la colonisation de ses terres, son expulsion et son bombardement sont tous effectués au nom du « peuple juif ». Il affirme que ce qu'il fait est exigé par son éthique « juive » et, après tout cela, soutient que ceux qui condamnent Israël condamnent les juifs.

Ironiquement, c'est la majorité des critiques d'Israël, contrairement à la majorité de ses partisans, qui rejette les affirmations israéliennes selon lesquelles Israël représente tous les juifs et qui insiste sur le fait que les lois racistes et la politique coloniale israéliennes représentent le gouvernement israélien et non le peuple juif.

Lorsque les Palestiniens résistent au colonialisme et au racisme israéliens, ils ne résistent pas au caractère «juif» d'Israël, mais à sa nature, ses institutions, ses lois et ses pratiques racistes et coloniales.

L'amalgame pro-sioniste entre antisionisme et antisémitisme n'est pas seulement une fausse équation visant à combattre les critiques d'Israël. C'est avant tout la justification de l'antisémitisme pro-sioniste et pro-israélien. Les personnes qui se soucient de la vie et de la sécurité des juifs de la diaspora et du peuple palestinien devraient agir à cette campagne de propagande en déclarant haut et fort que le pro-sionisme est un antisémitisme et qu'aucune distinction ne devrait être faite entre les deux.



Joseph Massad est professeur d'histoire politique et intellectuelle arabe moderne à

l'Université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres et articles académiques. Ses ouvrages incluent *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan*, *Desiring Arabs* et, publié en français, *La Persistance de la question palestinienne (La Fabrique, 2009)*. Il a également écrit des essais sur le sionisme et les Palestiniens et, plus récemment, sur l'islam dans le libéralisme. Ses livres et articles ont été traduits dans une douzaine de langues.

Source: [Middle East Eye](#)

date création

2019/07/17